

[Texte]

Mr. Kempling: In real terms my constituent says to me: "How can you expect me to expand my operation when the Canadian government with taxpayers' money is financing an American enterprise in Canada?" That just does not fit in with any strategy at all in my view. If we did not have a diecasting industry in Canada and it was decided that it was very desirable to have it in Canada, I could see that. I could agree with you 100 per cent. Why could we not invest that money in my constituent's business and have him put an operation down in New Brunswick? He already looked at this as a matter of fact. He said there is not enough business in New Brunswick to warrant a plant down there; Federal Diecasting are not putting it in there because of the business in New Brunswick, it is so they can export to the United States and take the very business away that he has spent years in building up. I do not see that it is significant business to Canada and I do not think it fits in with the philosophy of what you said before. It just does not make sense.

Mr. Gillespie: Without knowing more about the particular circumstances of your example, I do not think I can add to what I have said.

Mr. Kempling: All right. Let us move on to another area then.

We have had a number of people appear before this Committee. I think something like 50 or 60 briefs have been presented and the bulk of the questioning... Are there negotiations going on? We are having coffee, are we? Is it Canadian coffee?

Mr. Gillespie: I do not have significant resources.

An hon. Member: How are your net resources?

• 1100

Mr. Kempling: Let me go back. Do you propose to answer any of these briefs, Mr. Minister? A lot of the people went to a great deal of trouble to put these briefs together. I am thinking of the briefs submitted by the real estate people, the merchant bankers, and the finance companies. They see great problems in this bill. Do you propose to answer them individually? Do you propose to analyse them. Do you propose to set up guidelines so that they can take an interpretation from them as to how this is going to affect their industry? How do you propose to communicate with them because they communicated with you?

Mr. Gillespie: First, we have analyzed them all and considered them all, the points made in the various briefs. Secondly, I have met privately with some but not all those who have submitted briefs. Many of those I have not met, including those I have met, have also discussed privately with my officials their particular presentations. Another point I would make is that many of the points that have been raised by them have been dealt with before the Committee hearings themselves, and I think to some extent the problem was illuminated and in many instances disposed of.

[Interprétation]

M. Kempling: Mais à la réalité que voulez-vous que je réponde, à celui à qui appartient cette industrie lorsqu'il me déclare: «Comment voulez-vous que je répande mes opérations quand le gouvernement canadien, à l'aide de l'argent des contribuables, finance une entreprise américaine au Canada même?» Selon moi, cela ne cadre avec aucune stratégie industrielle ou économique. Si nous n'avions pas d'industrie de moulage sous pression au Canada et que nous avions décidé qu'il serait souhaitable pour le Canada d'avoir une telle industrie, je comprendrais, je serais entièrement d'accord avec lui. Mais pourquoi ne pas avoir investi cet argent dans l'entreprise de mon électeur et de l'avoir aidé à s'installer au Nouveau-Brunswick? Il avait déjà étudié cette possibilité. Il m'a dit que la situation économique au Nouveau-Brunswick n'était pas assez brillante pour garantir les réussites d'une nouvelle installation là-bas; mais la Federal Diecasting ne se sont pas installés là pour la situation économique au Nouveau-Brunswick, mais plutôt pour pouvoir exporter aux États-Unis et, par le fait même, enlever à mon électeur une entreprise qu'il a mis des années à construire. Je ne comprends pas que cela apporte des avantages appréciables pour le Canada, et je ne pense pas que cela cadre avec la philosophie que vous avez mentionnée. Cela n'a aucun sens.

M. Gillespie: Je ne sais pas exactement ce qui s'est passé dans ce cas, et je ne peux rien ajouter à ce que j'ai déjà dit.

M. Kempling: C'est très bien. Passons à un autre sujet.

Nombre de témoins ont comparu devant ce comité et on nous a présenté 50 ou 60 mémoires; la présentation des interrogatoires... avons-nous engagé des négociations? Nous sommes en train de boire du café, n'est-ce pas? Est-ce que c'est du café canadien?

M. Gillespie: Je n'ai pas de ressources appréciables.

Une voix: Et vos ressources nettes?

M. Kempling: Je vous en prie, laissez-moi continuer. Avez-vous l'intention de répondre à ces mémoires, monsieur le Ministre? Nombre de témoins se sont donnés beaucoup de mal pour le composer. Je pense entre autre aux mémoires qui nous ont été soumis par les représentants de l'industrie immobilière, par les banquiers marchands et par les compagnies de finance. Ils voient des graves problèmes dans ce bill. Avez-vous l'intention de leur répondre individuellement? Avez-vous l'intention d'analyser les mémoires? Avez-vous l'intention d'établir des directives pour que les témoins puissent savoir de quelle façon le bill acceptera leurs industries? De quelle façon vous proposez-vous de communiquer avec eux en retour?

M. Gillespie: Premièrement nous avons étudié tous les points des différents rapports. Deuxièmement, j'en ai rencontré quelques-uns de ceux qui ont présenté des rapports, mais pas tous. Quelques-uns de ceux que je n'ai pas rencontrés, de même que ceux que j'ai rencontrés, ont discuté de leurs rapports avec mes fonctionnaires. Autre chose, plusieurs questions qui ont été soulevées ont été étudiées durant les délibérations du Comité, et je crois que, dans une certaine mesure, le problème a été éclairé et, dans plusieurs cas, résolu.